

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2018 B 01378

Numéro SIREN : 344 066 733

Nom ou dénomination : SECURITAS FRANCE HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 07/07/2022 sous le numéro de dépôt 23923



Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial	4 321 050	613 421	3 707 629	3 707 629
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	243 918	243 918		
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	265 949 473		265 949 473	265 914 634
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	50 344	50 001	343	343
Prêts	43 136 452		43 136 452	43 136 452
Autres immobilisations financières	3 000	3 000		
ACTIF IMMOBILISE	313 704 238	910 341	312 793 897	312 759 058
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 620	4 200	420	4 620
Autres créances	213 743 500		213 743 500	219 970 933
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	687 118		687 118	2 986 938
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	214 435 238	4 200	214 431 038	222 962 491
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	528 139 475	914 541	527 224 934	535 721 549



Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 162 806 237)	162 806 237	162 806 237
Primes d'émission, de fusion, d'apport	20 364 220	20 364 220
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	16 280 624	16 280 624
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	1 501 660	1 501 660
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	1 353	1 228
Report à nouveau	39 729 260	72 754 852
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	15 499 048	680 259
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	256 182 402	274 389 079
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	2 826	2 826
PROVISIONS	2 826	2 826
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 703	910
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 160	21 272
Dettes fiscales et sociales	4 687	4 907
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	271 020 157	261 302 555
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	271 039 707	261 329 644
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	527 224 934	535 721 549



Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	47 011		47 011	44 572
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	47 011		47 011	44 572
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits				2
PRODUITS D'EXPLOITATION			47 011	44 575
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			81 854	185 201
Impôts, taxes et versements assimilés			14 976	12 882
Salaires et traitements				
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			4 200	
Dotations aux provisions				
Autres charges			4	56
CHARGES D'EXPLOITATION			101 034	198 140
RESULTAT D'EXPLOITATION			-54 023	-153 565
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			15 414 348	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				48 156
Autres intérêts et produits assimilés				30 430
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			15 414 348	78 587
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			352	44 045
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			352	44 045
RESULTAT FINANCIER			15 413 996	34 541
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			15 359 973	-119 024



Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	29 132	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	29 132	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-29 132	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-168 207	-799 282
TOTAL DES PRODUITS	15 461 359	123 161
TOTAL DES CHARGES	-37 689	-557 097
BENEFICE OU PERTE	15 499 048	680 259

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du Plan Comptable Général et aux principes comptables généralement admis.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable

Aucun changement n'est intervenu au cours de l'exercice.

Immobilisations Incorporelles

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG applicables à compter du 1^{er} janvier 2016, nous avons estimé que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée de vie limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis. Ils font désormais l'objet d'un test de dépréciation annuel. Au 31 décembre 2021, aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production ; à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

- Constructions 20 à 25 ans

Immobilisations Financières

- Participations et autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire est essentiellement liée à la quote-part d'actif net social ou consolidée détenue. Toutefois, lorsque le montant de l'acquisition est supérieur à la quote-part d'actif net, le coût d'acquisition est déprécié en tenant compte de la valeur d'utilité. Celle-ci s'apprécie en fonction d'objectifs de résultat.

- Prêts

Les prêts sont évalués au montant nominal prêté, augmenté des produits d'intérêts.

Créances et Dettes

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu d'après les informations connues à la date d'arrêtés des comptes.

Engagements Hors Bilan

Néant

Informations sur l'actionnariat

Le capital de la société est détenu à 99,98% par la société Securitas Seguridad Holding SL -Madrid (Espagne). Les comptes de la société sont inclus dans les comptes consolidés (établis selon les normes IFRS) de Securitas AB (Stockholm-Suède). Cette société est cotée sur le marché boursier de Stockholm et assure de ce fait toutes les publications destinées aux tiers.

Intégration fiscale

La société Securitas France Holding est la société mère d'un groupe de sociétés françaises qui a opté pour l'intégration fiscale pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices.

L'option a été prise en considération des liens juridiques, économiques et financiers existants entre les sociétés, de la complémentarité de leur activité respective et de la politique d'ensemble élaborée au niveau du Groupe.

La centralisation des impôts sur la société Securitas France Holding, ne devant ni léser, ni avantager aucune des sociétés, il a été décidé de faire en sorte que chaque société se retrouve dans une situation comparable à celle qui aurait été la sienne si elle était restée imposée séparément.

Dans cet objectif, les conséquences financières de l'intégration et plus particulièrement leurs contributions respectives aux impositions d'ensemble ont été précisées dans le cadre d'une convention.

La convention a pour objet de :

- Répartir entre les sociétés du Groupe l'impôt dû par la société Mère sur le bénéfice global
- Prévoir la situation en cas de distribution de dividendes
- Dédommager, le cas échéant, la société pénalisée en cas de sortie du Groupe.

Le taux d'impôt sur les sociétés de l'exercice 2021 est de 28.41%. Ce taux inclut la contribution sociale de 3,30%.

Rémunérations des mandataires sociaux

Les mandataires sociaux ne sont pas rémunérés au titre de leur fonction mandataire sociale.

AUTRES INFORMATIONS

Abandon de créance

En 2015, la société Securitas France Holding a consenti un abandon de créance à caractère financier à hauteur de 400 000 € à la société Securitas Formation. Cet abandon de créance est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

Evènements survenus au cours de l'exercice

- SCI Proteg la Bigeottiere

Au cours de l'exercice, Securitas France Holding a procédé au rachat d'une part de la SCI Proteg la Bigeottiere auprès de la société Securitas France SARL et détient 100% des parts de la SCI.

- Stanley Security

Le 8 décembre 2021, le Groupe Securitas en Suède a annoncé avoir conclu un accord pour l'acquisition de l'activité Electronic Security Solutions de Stanley Black & Decker Inc. («Stanley Security»), un fournisseur de solutions de sécurité électronique mondialement réputé, dans plusieurs pays incluant la France.

- Covid-19

La pandémie de coronavirus était encore présente dans nos opérations quotidiennes en 2021. Celle-ci n'a toutefois pas eu d'impact significatif sur l'activité et les comptes de la société.

Nous sortons plus fort en tant qu'entreprise en 2021 en ayant agi tôt avec un focus sur quatre priorités – protéger la santé et la sécurité de nos collaborateurs, rester proche de nos clients, maîtriser les coûts et maintenir notre génération de trésorerie.

Evènement survenu depuis la clôture de l'exercice

- SCI Proteg la Bigeottiere

Au cours du 1^{er} semestre 2022, la société procèdera à la radiation sans dissolution de la SCI Proteg la Bigeottière.

- Stanley Security

En 2022, nous nous préparons à conclure l'acquisition de Stanley Security et à transformer Securitas en une société plus avancée avec des capacités technologiques considérablement améliorées.

Nous prévoyons que la finalisation de l'acquisition aura lieu au premier semestre 2022.



Securitas France Holding

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Securitas France Holding

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Securitas France Holding,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Securitas France Holding relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

■ Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 10 mai 2022

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Marie Le Treut

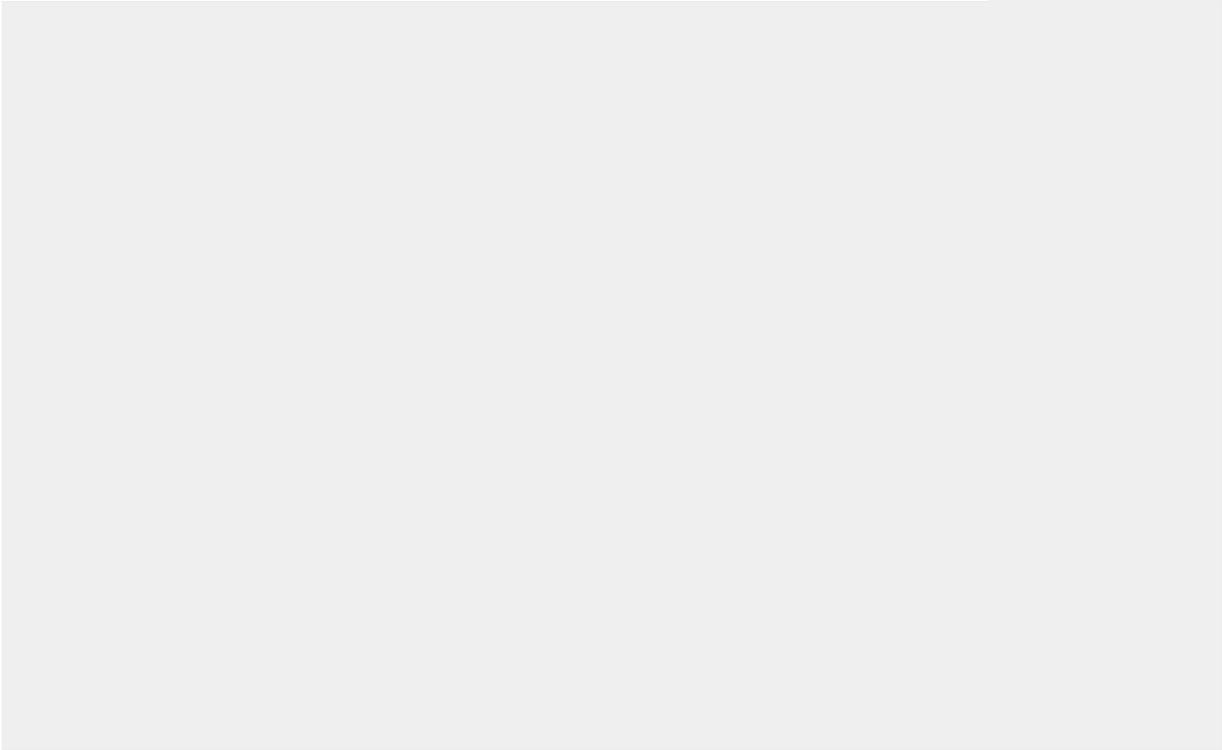


Securitas France Holding SA

253 Quai de la Bataille de Stalingrad

92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

Comptes au 31/12/2021





Comptes annuels



Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial	4 321 050	613 421	3 707 629	3 707 629
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	243 918	243 918		
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	265 949 473		265 949 473	265 914 634
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	50 344	50 001	343	343
Prêts	43 136 452		43 136 452	43 136 452
Autres immobilisations financières	3 000	3 000		
ACTIF IMMOBILISE	313 704 238	910 341	312 793 897	312 759 058
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 620	4 200	420	4 620
Autres créances	213 743 500		213 743 500	219 970 933
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	687 118		687 118	2 986 938
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	214 435 238	4 200	214 431 038	222 962 491
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	528 139 475	914 541	527 224 934	535 721 549



Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 162 806 237)	162 806 237	162 806 237
Primes d'émission, de fusion, d'apport	20 364 220	20 364 220
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	16 280 624	16 280 624
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	1 501 660	1 501 660
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	1 353	1 228
Report à nouveau	39 729 260	72 754 852
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	15 499 048	680 259
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	256 182 402	274 389 079
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	2 826	2 826
PROVISIONS	2 826	2 826
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 703	910
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 160	21 272
Dettes fiscales et sociales	4 687	4 907
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	271 020 157	261 302 555
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	271 039 707	261 329 644
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	527 224 934	535 721 549



Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	47 011		47 011	44 572
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	47 011		47 011	44 572
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits				2
PRODUITS D'EXPLOITATION			47 011	44 575
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			81 854	185 201
Impôts, taxes et versements assimilés			14 976	12 882
Salaires et traitements				
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			4 200	
Dotations aux provisions				
Autres charges			4	56
CHARGES D'EXPLOITATION			101 034	198 140
RESULTAT D'EXPLOITATION			-54 023	-153 565
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			15 414 348	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				48 156
Autres intérêts et produits assimilés				30 430
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			15 414 348	78 587
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			352	44 045
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			352	44 045
RESULTAT FINANCIER			15 413 996	34 541
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			15 359 973	-119 024



Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	29 132	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	29 132	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-29 132	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-168 207	-799 282
TOTAL DES PRODUITS	15 461 359	123 161
TOTAL DES CHARGES	-37 689	-557 097
BENEFICE OU PERTE	15 499 048	680 259



REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du Plan Comptable Général et aux principes comptables généralement admis.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable

Aucun changement n'est intervenu au cours de l'exercice.

Immobilisations Incorporelles

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG applicables à compter du 1^{er} janvier 2016, nous avons estimé que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée de vie limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis. Ils font désormais l'objet d'un test de dépréciation annuel. Au 31 décembre 2021, aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production ; à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

- | | |
|-----------------|-------------|
| - Constructions | 20 à 25 ans |
|-----------------|-------------|

Immobilisations Financières

- Participations et autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire est essentiellement liée à la quote-part d'actif net social ou consolidée détenue. Toutefois, lorsque le montant de l'acquisition est supérieur à la quote-part d'actif net, le coût d'acquisition est déprécié en tenant compte de la valeur d'utilité. Celle-ci s'apprécie en fonction d'objectifs de résultat.

- Prêts

Les prêts sont évalués au montant nominal prêté, augmenté des produits d'intérêts.

Créances et Dettes

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu d'après les informations connues à la date d'arrêtés des comptes.



Engagements Hors Bilan

Néant

Informations sur l'actionnariat

Le capital de la société est détenu à 99,98% par la société Securitas Seguridad Holding SL -Madrid (Espagne). Les comptes de la société sont inclus dans les comptes consolidés (établis selon les normes IFRS) de Securitas AB (Stockholm-Suède). Cette société est cotée sur le marché boursier de Stockholm et assure de ce fait toutes les publications destinées aux tiers.

Intégration fiscale

La société Securitas France Holding est la société mère d'un groupe de sociétés françaises qui a opté pour l'intégration fiscale pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices.

L'option a été prise en considération des liens juridiques, économiques et financiers existants entre les sociétés, de la complémentarité de leur activité respective et de la politique d'ensemble élaborée au niveau du Groupe.

La centralisation des impôts sur la société Securitas France Holding, ne devant ni léser, ni avantager aucune des sociétés, il a été décidé de faire en sorte que chaque société se retrouve dans une situation comparable à celle qui aurait été la sienne si elle était restée imposée séparément.

Dans cet objectif, les conséquences financières de l'intégration et plus particulièrement leurs contributions respectives aux impositions d'ensemble ont été précisées dans le cadre d'une convention.

La convention a pour objet de :

- Répartir entre les sociétés du Groupe l'impôt dû par la société Mère sur le bénéfice global
- Prévoir la situation en cas de distribution de dividendes
- Dédommager, le cas échéant, la société pénalisée en cas de sortie du Groupe.

Le taux d'impôt sur les sociétés de l'exercice 2021 est de 28.41%. Ce taux inclut la contribution sociale de 3,30%.

Rémunérations des mandataires sociaux

Les mandataires sociaux ne sont pas rémunérés au titre de leur fonction mandataire sociale.

AUTRES INFORMATIONS

Abandon de créance

En 2015, la société Securitas France Holding a consenti un abandon de créance à caractère financier à hauteur de 400 000 € à la société Securitas Formation. Cet abandon de créance est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

Evènements survenus au cours de l'exercice

- SCI Proteg la Bigeottiere

Au cours de l'exercice, Securitas France Holding a procédé au rachat d'une part de la SCI Proteg la Bigeottiere auprès de la société Securitas France SARL et détient 100% des parts de la SCI.



- Stanley Security

Le 8 décembre 2021, le Groupe Securitas en Suède a annoncé avoir conclu un accord pour l'acquisition de l'activité Electronic Security Solutions de Stanley Black & Decker Inc. («Stanley Security»), un fournisseur de solutions de sécurité électronique mondialement réputé, dans plusieurs pays incluant la France.

- Covid-19

La pandémie de coronavirus était encore présente dans nos opérations quotidiennes en 2021. Celle-ci n'a toutefois pas eu d'impact significatif sur l'activité et les comptes de la société.

Nous sortons plus fort en tant qu'entreprise en 2021 en ayant agi tôt avec un focus sur quatre priorités – protéger la santé et la sécurité de nos collaborateurs, rester proche de nos clients, maîtriser les coûts et maintenir notre génération de trésorerie.

Evènement survenu depuis la clôture de l'exercice

- SCI Proteg la Bigeottiere

Au cours du 1^{er} semestre 2022, la société procèdera à la radiation sans dissolution de la SCI Proteg la Bigeottière.

- Stanley Security

En 2022, nous nous préparons à conclure l'acquisition de Stanley Security et à transformer Securitas en une société plus avancée avec des capacités technologiques considérablement améliorées.

Nous prévoyons que la finalisation de l'acquisition aura lieu au premier semestre 2022.



Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 321 050		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre	243 918		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	243 918		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	265 914 634		34 839
Autres titres immobilisés	50 344		
Prêts et autres immobilisations financières	43 139 452		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	309 104 430		34 839
TOTAL GENERAL	313 669 399		34 839

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			4 321 050	
Terrains				
Constructions sur sol propre			243 918	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			243 918	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			265 949 473	
Autres titres immobilisés			50 344	
Prêts et autres immobilisations financières			43 139 452	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			309 139 269	
TOTAL GENERAL			313 704 238	



Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial	563 723			563 723
Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	563 723			563 723
Terrains				
Constructions sur sol propre	243 918			243 918
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	243 918			243 918
TOTAL GENERAL	807 642			807 642

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains Construct. - sol propre - sol autrui - installations Install. Tech. Install. Gén. Mat. Transp. Mat bureau Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices

	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	2 826			2 826
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 826			2 826
Dépréciations immobilisations incorporelles	49 698			49 698
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières	53 001			53 001
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients		4 200		4 200
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	102 699	4 200		106 899
TOTAL GENERAL	105 525	4 200		109 725
Dotations et reprises d'exploitation		4 200		
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				



Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provision sur dossier judiciaire	2 826				2 826
TOTAL	2 826				2 826



ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	43 136 452	1	43 136 451
Autres immobilisations financières	3 000		3 000
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	4 620	4 620	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	15 703 363	15 703 363	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	720	720	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	198 038 917	198 038 917	
Débiteurs divers	500	500	
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	256 887 572	213 748 121	43 139 451
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	70 679		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	70 679		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	1 703	1 703		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	13 160	13 160		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	4 687	4 687		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	270 837 557	270 837 557		
Autres dettes	182 600	182 600		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	271 039 707	271 039 707		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				



Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Participations	265 949 473		
Prêts	43 136 452		
ACTIF CIRCULANT			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances	198 038 917		
DETTES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Autres dettes	270 713 413		

Toutes les transactions significatives ont été conclues à des conditions normales de marché avec des parties liées au sens de la norme IAS24.



Éléments	Valeurs nettes
1988 - SCT TOULOUSE	
1988 - PROTELEC	
1989 - EON	
1994 - ACP	
1981 - PAU	
2014 - TELESURVEILLANCE (suite dissolution de la société PROTEG CONJONXION)	
2010 - Dissolution de la société GROUPE FERSSA	3 569 286
2010 - Dissolution de la société FERSSA CONSEIL	138 343
2019 - ASH	
TOTAL	3 707 629



Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408000	Frs fac non parvenues	6 375,00	14 295,00	-7 920,00
408113	Fourn fact non parvenues group	4 320,00		4 320,00
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		10 695,00	14 295,00	-3 600,00
TOTAL CHARGES A PAYER		10 695,00	14 295,00	-3 600,00



Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	1 078 187			151
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		274 389 079
Distributions sur résultats antérieurs		33 705 726
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		240 683 354
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		15 499 047
	SOLDE	15 499 047
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		256 182 401



Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
Locations immobilières	47 011		47 011	44 572	5,47 %
TOTAL	47 011		47 011	44 572	5,47 %



Nature des charges	Montant	Imputation au compte
CICE 2017	29 132	671800
TOTAL	29 132	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
TOTAL		



Nature des produits financiers	Montant	Imputation au compte
Revenus titres de participation France	15 414 348	761103
TOTAL	15 414 348	



Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	15 359 973	-159 931	15 519 904
Résultat exceptionnel à court terme	-29 132	-8 276	-20 856
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	15 330 841	-168 207	15 499 048



SA

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
Securitas France Sarl 253,Quai de Stalingrad 92130 Issy les Moulineaux	48 114 960 197 476 804	100,00%	202 523 660 202 523 660		513 251 748 11 570 635
SCI Proteg la Bigeottière 253,Quai de Stalingrad 92130 Issy les Moulineaux	1 500 3 481 736	100,00%	36 348 36 348		0 (2 150)
Securitas Alert Services SAS 393 chemin du Bac à Traille - 69643 Caluire et Cuir	1 288 470 33 835 548	100,00%	63 200 000 63 200 000		37 962 467 6 811 541
AUTRES PARTICIPATIONS					
Securitas Protection Sas 253,Quai de Stalingrad 92130 Issy les Moulineaux	75 000 1 270 426	0,06%	46 46		0 (4 243)
Securitas Transport Aviation Security Sas 253,Quai de Stalingrad 92130 Issy les Moulineaux	591 640 12 751 390	1,51%	189 419 189 419		59 768 304 (445 225)



Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
Securitas AB - STOCKHOLM - SUEDE Capital: 365,06 MSEK soit, à titre indicatif en Euros	Société Anonyme	35 614 567	99,98 %

SECURITAS FRANCE HOLDING
Société anonyme au capital de 162.806.237 euros
Siège social : 253, Quai de la Bataille de Stalingrad
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
344 066 733 RCS NANTERRE

PROCES-VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 27 MAI 2022

EXTRAIT

L'an deux mille vingt-deux,

Le vingt-sept mai, à quatorze heures, au siège social,

Les actionnaires de la Société Securitas France Holding se sont réunis en Assemblée Générale (ci-après l'« Assemblée Générale »), sur convocation du Conseil d'administration.

Chaque actionnaire a été convoqué par lettre simple adressée le 12 mai 2022.

Les membres de l'Assemblée ont élargé la feuille de présence en entrant en séance, tant en leur nom qu'en qualité de mandataire.

Monsieur Luc GUILMIN préside la réunion, en sa qualité de Président du Conseil d'administration.

Madame Sylvie LEFEBVRE, représentant la Société Securitas Europe Holding AB, et Monsieur Fabrice ROY, représentant la Société Securitas France Sarl, les deux actionnaires présents et acceptants, représentant tant par eux-mêmes que comme mandataire, le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Madame Nathalie Tilland assume les fonctions de Secrétaire.

Le Cabinet Ernst and Young Audit, Commissaire aux Comptes de la Société régulièrement convoqué, n'assiste pas à la réunion.

La feuille de présence est arrêtée et certifiée exacte par le bureau ainsi constitué, qui constate que les actionnaires présents ou représentés possèdent 1 078 007 actions sur les 1 078 187 actions formant le capital social et ayant le droit de vote. En conséquence, l'Assemblée réunissant sur première convocation, au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31/12/2021, se traduisant par un bénéfice de 15.499.047,96 euros en totalité au compte « Report à Nouveau » qui, créancier de 39.729.259,77 euros, deviendrait créancier de 55.228.307,73 euros.

L'assemblée reconnaît, en outre, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des Impôts que :

- au titre de l'exercice 2018, la société a distribué un dividende de 18.003.135,25 euros, soit un montant arrondi de 16,6976 euros pour chacune des 1.078.187 actions composant le capital social.
- qu'au titre de l'exercice 2019, la société n'a pas distribué de dividende.
- qu'au titre de l'exercice 2020, la société a distribué un dividende de 18.403.142,63 euros, soit un montant arrondi de 17,06 euros pour chacune des 1.078.187 actions composant le capital social.
- et qu'au titre de l'exercice 2021, la société a distribué un dividende exceptionnel de 15.302.708,09 euros, soit un montant arrondi de 14,19 euros pour chacune des 1.078.187 actions composant le capital social.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'administrateur de la société SECURITAS SEGURIDAD HOLDING SL, Entrepeñas 27 – 28051 Madrid (Espagne), représentée par Madame Sylvie LEFEBVRE, vient à expiration ce jour, décide de ne pas le renouveler.

L'Assemblée Générale décide de nommer, en remplacement, en qualité d'administrateur :

- La société SECURITAS EUROPE HOLDING AB,
Lindhagensplan 70,
112 43 Stockholm – (Suède)

Représentée par Mme Sylvie LEFEBVRE,
Née le 23/01/1975, à Grasse (06), de nationalité française,
Demeurant au 253, Quai de la Bataille de Stalingrad à Issy-les-Moulineaux (92130).

pour une durée de six années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2028 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2027.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents.

La société SECURITAS EUROPE HOLDING AB, représentée par Madame Sylvie LEFEBVRE, a fait savoir qu'elle acceptait ce mandat et qu'elle n'exerçait aucune fonction et n'était frappée d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt, et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président**

